

Unité interdépartementale Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 17/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2024

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIÈRES DE PROVENCE

RTE DE MAUSSANE
13 990 Fontvieille

Références : D-0284-2024
Code AIOT : 0 006 401 262

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2024 dans l'établissement CARRIÈRE DE PROVENCE implanté Route des Carrières 84 580 Oppède. L'inspection a été annoncée le 05/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 25/03/2024 porte sur la vérification des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/06/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIÈRE DE PROVENCE
- Route des Carrières 84 580 Oppède
- Code AIOT : 0 006 401 262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des carrières de Provence exploite une carrière de pierre de taille sur la commune d'Oppède. Cette installation a été autorisée par arrêté préfectoral du 12 mai 2003.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives »: les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète »: dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des pollutions industrielles	Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 18.1 et l'article R.181-46 II du code de l'environnement	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 19	Levée de mise en demeure
3	Bruits	Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 22.1	Levée de mise en demeure
4	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement, article R.181-46 II	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté le respect des prescriptions de l'arrêté portant mise en demeure du 19/06/2023, à l'exception du point relatif à la modification des conditions de ravitaillement des engins, qui devra faire l'objet d'un complément d'information (cf PdC n°1 ci-après).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 18.1 / Article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 19/06/2023
Thème-s : Risques chroniques, Prévention des pollutions industrielles
Prescription contrôlée : article 18.1 de l'arrêté préfectoral du 12/05/2003 : I-Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.[...]

Article 1 de l'arrêté préfectoral du 19/06/2023 : La société Carrières de Provence, dont le siège social est situé Route de Maussane 13 990 Fontvieille , ci-après nommée l'exploitant, est mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles suivants, pour l'exploitation de son site, situé sur le territoire de la commune d'Oppède aux lieux dits " Les Petits Ribas" et "Côteaux de Blacouve"dans le département du Vaucluse:

- l'article R.181-46 II du code de l'environnement en transmettant, sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de porter à connaissance, relatifs aux modifications [...] des modalités de ravitaillement des engins du site.

Constats :

La visite d'inspection du 11 mars 2022 a permis de constater que le ravitaillement des engins de chantier n'est pas réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. En particulier, le revêtement de l'aire de ravitaillement est très dégradé et des traces d'hydrocarbures ont été observées sur les sols et le mur à proximité.

La visite d'inspection du 14/03/2023 a permis de constater que l'exploitant a procédé à l'installation d'une nouvelle cuve avec rétention associée, elle est placée sur une dalle sous abris. Elle est positionnée au niveau de l'atelier où sont entreposés des fûts sur rétention. L'ancien lieu de ravitaillement n'est plus utilisé d'après l'exploitant. Toutefois, l'inspection relève que l'ancienne cuve et les équipements de distribution sont toujours présents, seule une pancarte cartonnée non fixée mentionne de ne plus utiliser ces équipements.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas porté à la connaissance de Mme la Préfète cette modification des conditions de ravitaillement de ses engins, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ainsi, un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris le 19/06/2023 afin d'imposer à l'exploitant la mise en conformité vis-à-vis des dispositions de l'article R.181-46 II du code de l'environnement sous un délai de 3 mois.

Constats de la visite du 25/03/2024 : par courriel du 28/07/2023 l'exploitant a communiqué un porté à connaissance. Celui-ci traite de la mise à jour des rubriques icpe autorisées, des seuils associés, ainsi que des modifications des conditions d'exploitations apportées depuis l'obtention de l'arrêté d'autorisation d'exploiter.

L'ancienne cuve a été dégazée : l'exploitant présente la facture de la société Chimirec Malo du 30/06/2023 N° F051034464, qui mentionne le pompage et le nettoyage dès 2 compartiments de 6000 L d'une cuve aérienne ayant contenu du GNR, ainsi que le pompage et le nettoyage du séparateur d'hydrocarbures.

Il présente également les BSD (Bordereau de Suivi des Déchets) associés, référencés S051-E0016499/ S051-C473955-L-002774/TD:BSD20230629-43JXB76B6 (traitement boues et eaux d'hydrocarbures).

La nouvelle cuve sur rétention est positionnée sur l'aire étanche de l'atelier de mécanique, et reliée à un décanteur/ déshuileur. Un extincteur est situé à proximité. L'exploitant a fourni la fiche technique de la nouvelle cuve. l'exploitant a également transmis un reportage photographique.

Une vérification sur site a été effectuée (cf annexe photographique), qui a permis notamment de constater que l'ancienne cuve a été démantelée et le positionnement de la nouvelle cuve au-

dessus de l'aire étanche de l'atelier.
<p>Observations : le rapport du 25/03/2022 relatif à l'inspection du 11/03/2022 mentionnait que : <i>« Le ravitaillement des engins de chantier n'est pas réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. En particulier, <u>le revêtement de l'aire de ravitaillement est très dégradé et des traces d'hydrocarbures ont été observées sur les sols et le mur à proximité.</u> »</i></p> <p>L'exploitant doit donc compléter son dossier par la transmission, sous 4 mois, des justificatifs démontrant l'assainissement des sols et des murs de l'ancienne zone de ravitaillement.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 19 / Article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 19/06/2023
Thème-s : Risques chroniques, Pollution de l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1 de l'arrêté préfectoral du 19/06/2023 : La société Carrières de Provence, dont le siège social est situé Route de Maussane 13 990 Fontvieille , ci-après nommée l'exploitant, est mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles suivants, pour l'exploitation de son site, situé sur le territoire de la commune d'Oppède aux lieux dits " Les Petits Ribas" et "Côteaux de Blacouve"dans le département du Vaucluse:</p> <ul style="list-style-type: none"> • article 19 de l'arrêté préfectoral N° 64 du 12 mai 2003 susvisé en procédant, sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, à la réalisation d'une campagne de mesure des retombées de poussières, d'une durée de 3 mois sur 3 points de mesures ; <p>article 19 de l'arrêté Préfectoral du 12/05/2003 : L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les pistes de la carrière doivent être régulièrement humidifiées. Mesure des retombées de poussières dans l'environnement: Des capteurs sont placés aux emplacements définis dans l'étude d'impact. Une campagne tournante de 3 mois sur 3 points de mesure sera réalisée chaque année.</p>
<p><u>Constats du 11/03/2022:</u> la visite d'inspection a permis de constater que les pistes de la carrière sont régulièrement humidifiées à l'aide d'un dispositif d'aspersion fixe. Toutefois, l'exploitant ne réalise pas le suivi des retombées de poussières selon une périodicité annuelle (dernière campagne de mesure effectuée en novembre 2016).</p> <p><u>Constats du 14/03/2023:</u> la visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a procédé à la réalisation d'une étude relative aux mesures des retombées de poussières par la méthode des plaquettes de dépôt (mesures effectuées du 20/04/2022 au 16/05/2022). Les points de mesures correspondent aux points prévus dans l'étude d'impact. Il en résulte que les empoussièrtements sont faibles (maximum 2,55 g/m2/mois sur la station 2). Toutefois, la campagne n'a été réalisée que sur une période d'un mois et non trois tel que prévu par l'article 19 de l'arrêté d'autorisation.</p>

Ainsi, un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris le 19/06/2023 afin d'imposer à l'exploitant la mise en conformité vis-à-vis des dispositions de l'article 19 de l'arrêté préfectoral du 12/05/2003 sous un délai de 3 mois.

Constats de la visite du 25/03/2024 : par courriel du 28 juillet 2023, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées un devis signé de la société PRONETEC N° DEVI15JO140623 ; Celui-ci précise que la détermination des retombées atmosphériques s'effectuera par la méthode des jauges OWEN (1 relevé pendant 3 mois pour les 3 stations de mesures).

Par courriel du 27/09/2023, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées les résultats des mesures des retombées atmosphériques par la méthode des jauges OWEN. La campagne s'est déroulée du 26/06/2023 au 14/09/2023.

Le tableau ci-après présente les résultats de cette campagne :

MESURES DE RETOMBÉES ATMOSPHÉRIQUES DE POUSSIÈRES				
ZONES DE MESURES	CHARGE (mg)	Teneur moyenne		Durée d'exposition en jours : 79 observations
		g/m ² /mois	mg/m ² /jour	
Jauge 1	55,2	1,88	61,82	-
Jauge 2	109,8	3,74	122,87	-
Jauge 3	104	3,54	116,4	-

La pluviométrie constatée pendant la période mesurée est considérée comme faible : 65 mm
Les concentrations en retombées de poussières mesurées sont considérées comme faible pendant la période estivale.

La jauge la plus empuisée est la jauge 2 avec une concentration de 122,87 mg/m²/jour. Ce résultat reste en dessous de l'objectif à ne pas à atteindre à savoir 500 mg/m²/jour

Observations : l'inspection prend note des résultats de la campagne de mesure effectuée du 26/06/2023 au 14/09/2023. Conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté d'autorisation, une nouvelle campagne de 3 mois devra être réalisée en 2024, sur une période distincte de celle retenue en 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 22.1 / Article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 19/06/2023

Thème-s : Risques chroniques, Bruits

Prescription contrôlée :

Article 1 de l'arrêté préfectoral du 19/06/2023 : La société Carrières de Provence, dont le siège social est situé Route de Maussane 13 990 Fontvieille , ci-après nommée l'exploitant, est mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles suivants, pour l'exploitation de son site, situé sur le territoire de la commune d'Oppède aux lieux dits " Les Petits Ribas" et "Côteaux de

Blacouve" dans le département du Vaucluse:

- article 22.1 de l'arrêté préfectoral N° 64 du 12 mai 2003 susvisé en procédant, sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, à la réalisation d'une campagne de mesure des niveaux sonores complète, intégrant la réalisation de mesures en limite de propriété;

Article 22.1 de l'arrêté préfectoral du 12/05/2003 : Les dispositions relatives aux émissions sonores sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite une fois par an.

Constats du 11/03/2022: la visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant ne réalise pas un contrôle des niveaux sonores tous les ans (dernière campagne de mesure effectuée en septembre 2018).

Constats du 14/03/2023 : la visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a procédé à la réalisation d'une campagne de mesure d'émissions sonores le 20/04/2022. Les émergences relevées sont conformes au seuil réglementaire. Toutefois, les valeurs en limites de propriétés n'ont pas été contrôlées.

Ainsi, un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris le 19/06/2023 afin d'imposer à l'exploitant la mise en conformité vis à vis des dispositions de l'article 19 de l'arrêté préfectoral du 12/05/2003 sous un délai de 3 mois.

Constats du 25/03/2024: la visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a procédé à la réalisation d'une campagne de mesure d'émissions sonores le 28/06/2023. Les émergences relevées sont conformes au seuil réglementaire. Les valeurs en limites de propriétés ont été contrôlées, les résultats sont conformes au seuil réglementaire.

Les résultats pour l'émergence sont présentés ci-après :

Point de Mesure	Période	Heures	Leq dB _A	L ₉₀ dB _A	Marche Installation (M/A)	Émergence	Seuil réglementaire	Conformité
1	Diurne	10h21	53,3	53,5	M	0	5	Conforme
		10h56	53,5	53,6	A			
2	Diurne	13h00	42,5	41,4	M	0,6	6	Conforme
		13h35	41,9	41,4	A			
3	Diurne	11h37	55,1	55,0	M	0	5	Conforme
		12h00	60,4	60,6	A			
4	Diurne	8h00	38,1	35,7	M	0	6	Conforme
		7h20	45,9	35,9	A			

Les résultats en limite de propriété sont présentés ci-après :

Point de mesure	Période	Heure	Leq dBA	Marche Installation (M/A)	Seuil réglementaire à ne pas dépasser (dBA)	Conformité
5	Djume	14h10	40,5	M	70 dBA	Conforme
6		8h33	60,2	M		Conforme
7		9h06	69,9	M		Conforme
8		9h40	61,5	M		Conforme

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Autre du 01/08/2021, article R.181-46 II/ Article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 19/06/2023

Thème-s : Risques chroniques, Modification des conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 1 arrêté préfectoral Article 1 de l'arrêté préfectoral du 19/06/2023 : La société Carrières de Provence, dont le siège social est situé Route de Maussane 13 990 Fontvieille , ci-après nommée l'exploitant, est mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles suivants, pour l'exploitation de son site, situé sur le territoire de la commune d'Oppède aux lieux dits " Les Petits Ribas" et "Côteaux de Blacouve"dans le département du Vaucluse:

- l'article R.181-46 II du code de l'environnement en transmettant, sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de porter à connaissance, relatifs aux modifications du phasage des opérations d'extraction de matériaux ;[...]

Article R.181-46 II Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation [...]

Constats :

Constats du 11/03/2022: la visite d'inspection a permis de constater qu' en raison de la mauvaise qualité du gisement du carreau n°5, la société des carrières de Provence exploite en parallèle le carreau n°3 par anticipation. Cette modification du phasage décrit dans le dossier de demande d'autorisation n'a pas été portée à la connaissance du Préfet préalablement à sa réalisation. L'exploitant devait, sous 3 mois, porter à la connaissance du Préfet la modification de phasage, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (incidences sur l'environnement, modification des garanties financières...).

Constats du 14/03/2023: la visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant n'avait toujours pas porté à la connaissance de Madame La Préfète la modification de phasage, avec tous

les éléments d'appréciation nécessaires (incidences sur l'environnement, modification des garanties financières...).

Ainsi, un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris le 19/06/2023 afin d'imposer à l'exploitant la mise en conformité vis-à-vis des dispositions de l'article R.181-46 II du code de l'environnement.

Constats du 25/03/2024 : par courriel du 28 juillet 2023, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées un PAC comportant la modification de phasage, ainsi que des éléments d'appréciation relatifs aux incidences sur l'environnement, aux modifications des garanties financières.

À l'heure actuelle, l'extraction s'effectue sur le carreau N°5 exclusivement.

Le carreau N°3 a fait l'objet d'une extraction partielle. Par praticité, la piste d'accès au carreau N°3 est maintenue. Le remblai partiel est à réaliser.

Les carreaux N°6 et 7 ne sont pas encore exploités, l'exploitant précise qu'il doit lancer une procédure de défrichement.

Enfin, l'analyse du porté à connaissance fera l'objet d'une analyse spécifique, de la part de l'inspection des installations classées.

Observations : l'inspection rappelle que l'autorisation de défrichement expresse, requise par l'article L 341-3 du code forestier, est désormais intégrée depuis le 1er mars 2017 dans l'autorisation environnementale. Par conséquent, toute opération de défrichement au sein de la carrière, non couverte par un arrêté préfectoral d'ores et déjà délivré, devra faire l'objet d'un porté à connaissance, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure